



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

VERSION PUBLIQUE

Arrêté n° PCICP2023045-0002

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'atelier de régénération de solvants et d'une rétention contenant 6 bacs de stockage, à la création d'une aire d'attente pour camions et à l'ajout d'une tour aéroréfrigérante sur le site de la société DISLAUB, implanté sur le territoire de la commune de BUCHÈRES

—
La préfète de l'Aube,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et, notamment les articles R. 181-46 et R. 214-1 ;
- VU** la nomenclature IOTA annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;
- VU** le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;
- VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 octobre 2014 n°2014290-003 autorisant la société DISLAUB à BUCHÈRES à exploiter ses installations à BUCHÈRES, SAINT-THIBAUT et VERRIÈRES ;
- VU** l'arrêté préfectoral portant approbation de la révision du Plan de prévention du risque inondation (PPRI) de l'Agglomération Troyenne n° DDT-SRRC-BRC-2017103-01 du 13 avril 2017 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2023034-0001 du 3 février 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 octobre 2019 n° PCICP2019277-0001 ;

VU le dossier de demande de la société DISLAUB du 2 juin 2021 relatif à l'exploitation d'un atelier de régénération de solvants et d'une rétention contenant six bacs de stockage sur le site de la société DISLAUB à BUCHÈRES ;

VU l'étude des risques spécifique à ce projet ;

VU le rapport et les propositions en date du 1^{er} juillet 2021 de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre préfectorale du 10 août 2021 autorisant la société DISLAUB à mettre en œuvre immédiatement les installations ;

VU le dossier de demande de la société DISLAUB du 2 décembre 2021, complété par courriels en dates du 27 juillet 2022 et du 21 novembre 2022 portant sur la création d'une aire de stationnement temporaire de camions en lien avec les activités du site de la société DISLAUB à BUCHÈRES ;

VU l'avis de la direction départementale des territoires de l'Aube (DDT) du 7 octobre 2022 et son courriel du 12 octobre 2022 ;

VU le rapport et les propositions en date du 25 novembre 2022 de l'Inspection des installations classées ;

VU le dossier de demande de la société DISLAUB du 23 janvier 2023 relatif à l'ajout d'une tour aéroréfrigérante sur le site de la société DISLAUB à BUCHÈRES ;

VU l'étude des risques spécifique à ce projet ;

VU le rapport les propositions en date du 26 janvier 2023 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant le 10 février 2023 ;

VU le courriel de l'exploitant du 10 février 2023 déclarant ne pas avoir de remarque sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'établissement exploité par la société DISLAUB à BUCHÈRES relève du classement Seveso seuil haut défini à l'article R. 511-10 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la quantité totale de produit susceptible d'être présente dans l'installation au titre de la rubrique 1436 des installations classées est au maximum de 990 t ;

CONSIDÉRANT que les risques ont été étudiés et montrent l'absence d'effet entre les installations envisagées et les installations existantes et l'extérieur du site ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les risques ont été étudiés et montrent l'absence d'effet entre l'aire de stationnement et les installations existantes et l'extérieur du site ;

CONSIDÉRANT que le projet est en zone rouge du PPRI ;

CONSIDÉRANT que la surface totale imperméabilisée du projet est de 7 286 m², mais compte tenu du fait que la surface imperméabilisée de l'ensemble du site actuel est de 43 180 m², le total est supérieur à 1 000 m² mais inférieur à 20 ha (200 000 m²), il convient alors d'intégrer la rubrique IOTA 2.1.5.0 ;

CONSIDÉRANT que le projet ne prévoit pas de remblai dans la zone inondable, que les routes et la zone de stationnement seront au même niveau que le terrain naturel et ne font pas obstacle à l'écoulement des eaux et que le bâtiment d'accueil et de sanitaires sera sur pilotis ;

CONSIDÉRANT que le bâtiment et ses accès doivent être surélevés à la cote minimale de 116.62m IGN69 ;

CONSIDÉRANT que le projet prévoit la création d'un nouveau point de rejet des eaux pluviales et qu'il convient de l'intégrer dans les ouvrages du site ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de réglementer les modalités de gestion des camions et des chauffeurs et de surveiller l'aire de stationnement ;

CONSIDÉRANT que l'ajout d'une tour aéroréfrigérante représente une modification significative des installations de même nature ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour la puissance thermique évacuée maximale ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour les rubriques installations classées du site ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la consistance des installations et les plans du site doivent être mis à jour ;

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article L.181-14 du code de l'environnement, *l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;*

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 – OBJET

Les dispositions applicables aux installations situées 3, Route de Dijon, RD 671 à BUCHÈRES et exploitées par la société DISLAUB, ci-après dénommé l'exploitant, sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 – RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE

Les installations exploitées ou activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées, et soumises aux régimes présentés dans le tableau ci-dessous :

N°	Désignation de la rubrique ICPE selon l'arrêté complémentaire n° PCICP2019277-0001 du 4 octobre 2019	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime et statut Seveso de l'établissement
1434	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	Une unité de conditionnement : 18 m³/h Débit équivalent moyen : 780 m³/h	DC A

1436	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	XX*	DC
1510	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.	Volume < 5 000 m ³	Non classé
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Stockage principal de 1 000 m ³ 2 stockages secondaires de 500 m ³ 1 plate-forme de rondins de bois et plaquettes forestières de 9 000 m ³ Total : 11 000 m ³	D
2170	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 : 2. Lorsque la capacité de production est supérieure à 1 t / j et inférieure à 10 t/j	Capacité de production : 10 tonnes/jour	D
2175	Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, lorsque la capacité totale est supérieure à 100 m ³	Capacité de production : 500 m ³	D
2250	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 1. Supérieure à 1 300 hl/j	Installations de distillation d'alcools agricoles : 770 000 hl/an	A
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1	Activité de négoce : 2 000 m ³	A
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Activité de négoce : 2 000 m ³ Activité de négoce : 170 tonnes	A
2770*	Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement	Installations de régénération par distillation	A

	des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 1. Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10		
2790*	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795 1. Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 2. Déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement	Installations de régénération par traitements physico-chimiques Traitement d'un mélange d'eau (80% minimum), d'hydrocarbures et de MES (20% maximum) : 5 000 t/an	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	Installations de régénération par traitements physico-chimiques dans les limites suivantes : 9 000 t de stockage de déchets avant traitement 13 500 t après traitement et avant expédition 95 000 t/an de solvants régénérés	A
2795	Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 1) Supérieure ou égale à 20 m³/j	Station de lavage de citernes : 30 m³/j	A
2910	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW	Chaudière biomasse de 15.1 MW Chaudière gaz de 13.74 MW Chaudière gaz 15.47 MW (en secours) Chaudière gaz de 1.16 MW (station de lavage) Total : 45.47 MW	E
2921	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Puissance : 11 340 Kw	E
3430	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés)	Fabrication d'engrais liquides : 10 tonnes/jour	A
3510**	Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :	Activité de récupération et de régénération de solvants	A

	- traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/ régénération des solvants - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage	95 000 t/an de solvants régénérés	
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Installations de stockage des solvants à régénérer 24 390 t (23 400 t actuelles + 990 t du projet)	A
4130	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 10 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t	XX*	A SSH
4140	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	XX*	D
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.	XX*	A SSB
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t.	XX*	A SSB
47XX*	Méthanol (numéro CAS 67-56-1). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 500 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t.	XX*	A SSB
47XX*	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 2 000 t.	XX*	D
47XX*	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants	XX*	Non classé

d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.		
--	--	--

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique

(2) SSH : Seveso seuil haut, SSB : Seveso seuil bas

* pour les rubriques 2770-1 et 2790-1 associées :

- 9 000 tonnes de stockage de déchets avant traitement (dont 500 tonnes de méthanol)

- 13 500 tonnes de déchets après traitements- capacité de production de 95 000 t/an de solvants régénérés

** rubrique IED principalement

XX* : données confidentielles

Article 3 – RUBRIQUE IOTA

Les installations relèvent de la nomenclature visée par la loi sur l'eau selon la rubrique IOTA suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol,	La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1ha mais inférieure à 20ha (D)	Surface totale (4,318+0,728 6) soit 5,0466 ha	D

D : déclaration

Article 4 – ATELIER DE RÉGÉNÉRATION ET RÉTENTION DE STOCKAGE

Article 4.1 Nature des installations

Les installations consistent à implanter :

- 6 bacs de stockage (4 de 210 m³ et 2 de 60 m³) – zone T3
- 1 atelier de régénération de solvants composé de 3 colonnes à distiller
- 1 rack supportant des tuyauteries de vapeur, d'eau de refroidissement et de solvants

Article 4.2 Respect des arrêtés ministériels

Les prescriptions des arrêtés ministériels de prescription générale suivants sont applicables :

- arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;
- arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.

Article 4.3 – Conditions particulières applicables

Les bacs de stockage de la zone T3 sont intégrés à ceux de la zone T1 indiqués à l'article 7.9.5.4 de l'arrêté préfectoral n° 2014290-0003 du 17 octobre 2014.

Les prescriptions du chapitre 8.1 « dépôts aériens de liquides inflammables » de l'arrêté préfectoral n°2014290-0003 du 17 octobre 2014 sont applicables aux bacs de stockage de la zone T3.

A minima les dispositifs suivants seront mis en œuvre :

Postes de chargement 20 & 21 existants :

- Détection IR + extinction automatique + rétention
- Mise à la terre
- Présence humaine
- Cuvette de rétention finale déportée existante
- Extincteurs

Stockages :

- Inertage des bacs de stockages
- Détection IR
- Local incendie + émulseur = existants (local incendie 5)
- Rétention propre au stockage + rétentions finales existantes
- Détection présence liquide pour l'ensemble de la rétention
- Boîte à mousse (feu de nappe)
- Couronne refroidissement sur chaque bac
- Radar de niveau très haut sur chaque bac
- POI : rideau d'eau entre les rétentions T2 et T3 via les couronnes de refroidissement des bacs
- Cuvette de rétention finale déportée existante

Article 4.4 – Atelier de régénération

Les prescriptions de l'article 8.3 « atelier de régénération et de distillation » de l'arrêté préfectoral n° 2014290-0003 du 17 octobre 2014 sont applicables à l'atelier de régénération.

A minima les dispositifs suivants seront mis en œuvre :

Ateliers de distillation :

- Soupape de sécurité
- Capteurs de pression et de température
- Détection Incendie
- Rétention avec regard de collecte équipée d'un détecteur de présence liquide avec report d'alarme
- Modes opératoires
- Extincteurs

Article 5 – AIRE DE STATIONNEMENT TEMPORAIRE DE CAMIONS

Article 5.1 – Prescriptions spécifiques

Les prescriptions suivantes sont appliquées à l'aire d'attente :

- l'aire est réservée aux camions desservant les activités du site de la société DISLAUB à BUCHÈRES,
- les produits sont les mêmes que ceux pris en compte dans l'étude de danger du site,
- aucune manipulation ou intervention ne sera effectuée sur les camions,
- l'exploitant prend les mesures nécessaires pour limiter le temps de stationnement et d'attente des camions,

- des consignes sont données aux chauffeurs afin qu'ils placent les camions de façon à ce que les éventuels écoulements de fluides soient collectés à l'aide de la zone étanche mentionnée. Ces consignes sont écrites et un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées atteste de leur diffusion auprès des chauffeurs,
- les camions seront tous stationnés dans le même sens pour favoriser la circulation et éviter les manœuvres à risque,
- l'aire de stationnement est étanche,
- la zone étanche sur laquelle peut être collectée ces fluides est reliée à un séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique,
- l'ensemble des eaux pluviales est collecté et acheminé vers le séparateur d'hydrocarbures,
- le suivi de la qualité des eaux rejetées ainsi que du séparateur d'hydrocarbures est intégré à celui de l'arrêté du 17 octobre 2014 n° 2014290-003 modifié,
- des rondes régulières sont effectuées lors de la fermeture du site. Lors de ces rondes, l'état des camions en stationnement et notamment des réservoirs sera effectué,
- une procédure de gestion des épandages accidentels est mise en place et diffusée à l'ensemble du personnel du site et sera à disposition de l'inspection des installations classées,
- le bâtiment d'accueil est sur pilotis et doit présenter un radier hors d'eau à la cote minimale de 116.62m IGN69.

Article 5.2 localisation des points de rejet

L'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral n° du 17 octobre 2014 est abrogé et remplacé par le présent article :

« les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Nature des effluents	Effluents 1 : les eaux pluviales	Effluents 2 : les eaux usées	Effluents 3 : les eaux domestiques	Effluents 4 : les vinasses	Effluents 5 : les eaux pluviales de l'aire stationnement temporaire
Traitement avant rejet	Séparateur hydrocarbures				Séparateur hydrocarbures
Milieu naturel ou station de traitement collective	Infiltration dans les sols	Seine	Station de traitement collective urbaine	Zone d'épandage	Infiltration dans les sols
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	/	X = 4°8'15" Y = 48°14'20"	/	Voir paragraphe relatif à l'épandage de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2014	/
Débit maximum	/	1300 m³/j et 60 m³/h soit 0,02 m³/s	/	/	/

Article 6 – PLAN D'OPERATION INTERNE

Dans un délai de 12 mois, le plan d'opération interne (POI) de l'établissement prendra en compte les nouvelles installations objet du présent arrêté.

Article 7 – TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE

Article 7.1 Consistance des installations

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.

Le nombre de tours aéroréfrigérantes est de 5 localisées sur le même bassin de rétention.

Article 7.2 Prévention de la légionellose au sein de s installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air

L'article 6.4 de l'arrêté préfectoral n° PCICP2019277-0001 du 4 octobre 2019 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le site est équipé d'installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air de puissance thermique de 11 340 kW. Les circuits de refroidissement sont en circuit semi-ouvert.

L'exploitation de ces tours est conforme aux prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013.

Conformément à l'article 38, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent en sortie d'installation, les valeurs limites de concentration suivantes, selon les flux journalier maximal autorisé.

paramètres	référence	VLE APE : retenu soit plus contraignant AM TAR 2013 ou AM 2 février 1998 modifié	fréquence	Flux (kg/jour) sur base de 15 m³/h
Température in situ (°C)	Article 60 fréquence annuelle		Annuelle	
pH	Article 60 fréquence annuelle		Annuelle	
Chlorures (Cl) (mg/l)	Article 60 fréquence trimestrielle	150	Trimestrielle	54
Bromures (Cl) (mg/l)	Article 60 fréquence trimestrielle	5	Trimestrielle	1,8
Acide acétique (mg/l)	Stratégie traitement : trimestrielle	< 100	Trimestrielle	36
Phosphore total (P) (mg/l)	Article 60 fréquence annuelle	10	Annuelle	3,6
MES (mg/l)	Article 60 fréquence annuelle	35	Annuelle	12,6
DCO (mg O2/l)	Article 60	125	Trimestrielle	45
5-chloro-2-méthyl-2H-isothiazol-3-one (µg/l)	CMIT	500	Trimestrielle	0,18
2-méthyl-2H-isothiazol-3-one (µg/l)	MIT	150	Trimestrielle	0,054
AOX (Cl) (mg/l)	Article 60 fréquence trimestrielle	1	Trimestrielle	0,36
THM (µg/l)	Article 60 fréquence trimestrielle	1000	Trimestrielle	0,36
Acide formique (mg/l)	Stratégie traitement : trimestrielle	<100	Trimestrielle	36
Arsenic (As) (µg/l)	Article 60 fréquence annuelle	25	Annuelle	0,009
Cuivre (Cu) (µg/l)	Article 60 fréquence annuelle	150	Annuelle	0,054
Nickel (Ni) (µg/l)	Article 60 fréquence annuelle	200	Annuelle	0,072
Plomb (Pb) (µg/l)	Article 60 fréquence annuelle	100	Annuelle	0,036
Zinc (Zn) (µg/l)	Article 60 fréquence annuelle	800	Annuelle	0,288
Fer (Fe) (µg/l)	Article 60 fréquence annuelle	5000	Annuelle	1,8

Article 7.3 Analyse méthodique des risques

Une analyse méthodique des risques est réalisée dans un délai de six mois suivant la mise en service de la nouvelle tour.

Une vérification de l'installation est faite par un organisme indépendant et compétent.

La révision de l'analyse méthodique des risques donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification.

Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société DISLAUB.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de BUCHÈRES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de BUCHÈRES, dans leur mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 9 – ABROGATION

L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° PCICP2019277-0001 du 4 octobre 2019 est abrogé.

Article 10 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de BUCHÈRES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **14 FEV. 2023**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.